



Stéphane BAVOIS
Michel BOUILLY
Nathalie BOUILLY MONTES
Eric DUCASSE
Esmeralda GONZALEZ
Jean-Claude MARCHÉ
Véronique MASANTE
Sylvaine MOUTON
Gilbert ORUEZABAL
Frédéric QUENNEPOIX
Xavier RONDEAU

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

MISSION LOCALE TECHNOWEST

RAPPORTS du COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE 2007

Mérignac
21, Avenue Ariane
BP 20023 - 33702 Mérignac
Tél. 05 56 34 60 00
Fax. 05 56 13 05 11

I - RAPPORT GÉNÉRAL

Bordeaux
113, rue Fieffé
33800 Bordeaux
Tél. 05 56 91 78 63
Fax. 05 56 94 57 79

II - RAPPORT SPÉCIAL

Bourg-sur-Gironde
5 bis, rue des Religieuses
33710 Bourg-sur-Gironde
Tél. 05 57 68 42 04
Fax. 05 57 68 42 04

Cestas
1 bis, Av. Baron Haussmann
33610 Cestas
Tél. 05 56 21 52 91
Fax. 05 56 21 52 96

Génissac
8, le Bourg
33420 Génissac
Tél. 05 57 24 87 21
Fax. 05 57 24 86 70

La Teste de Buch
10, rue Pierre Dignac
33260 La Teste de Buch
Tél. 05 56 66 77 04
Fax. 05 56 66 40 38

Email : mel@audial.fr
<http://www.audial.fr>



I - RAPPORT GENERAL

MISSION LOCALE TECHNOWEST
Association régie par loi 1901

9, Rue Montgolfier
Immeuble Le France – Entrée A
33700 - MERIGNAC

RAPPORT GENERAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2007

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association "MISSION LOCALE TECHNOWEST", tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Mérignac,
Le 30 mai 2008

Le Commissaire aux Comptes
AUDIAL



Représenté par Eric DUCASSE

Mission Locale Technowest				
BILAN ACTIF				
RUBRIQUES	Brut	Amortis. Et Prov.	31/12/07	31/12/06
ACTIFS IMMOBILISES				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, licences,...	3 213	3 213		6
Fonds commercial (1)				
Autres				
Immobilisations incorp. en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	110 484	80 908	29 575	6 809
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	22		22	22
Créances rattachées à participations				
Titres imm. De l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisées				
Prêts				1 725
Autres	15 341		15 341	15 086
TOTAL I	129 060	84 121	44 938	23 649
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS et EN-COURS				
Matières premières et autres approvision.				
En-cours-prod. (biens et services) (a)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes	305		305	305
Créances (3)				
Clients, comptes rattachés				
Autres créances	549 050		549 050	560 146
Valeurs mobilières de placement	2		2	2
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	111 038		111 038	118 505
Charges constatées d'avance (3)	3 801		3 801	12 291
TOTAL II	664 197	0	664 197	691 250
Charges à répartir s/plsrs exercices (III)				
Primes remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	793 258	84 121	709 136	714 900
ENGAGEMENTS RECUS				
Acceptés par les organes compétents				
Autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à faire				
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an				

BILAN PASSIF		
	31/12/2007	31/12/2006
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise,...		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	256 139	256 139
Report à nouveau (a)	92 669	85 961
Résultat de l'exercice [excédent ou déficit] (b)	-6 483	6 708
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs (a)		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
TOTAL I	342 325	348 808
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	75 514	67 904
TOTAL II	75 514	67 904
FONDS DEDIES		
Sur subventions fonctionnement	3 027	69 076
Sur autres ressources		
TOTAL III	3 027	69 076
DETTES (1) (d)		
Emprunts obligatoires convertibles		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit (2)	124 600	121 001
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (c.)	80 813	22 632
Dettes fiscales et sociales	81 959	76 761
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		8 715
Instrument de trésorerie		
Produits constatés d'avance	895	
TOTAL IV	288 269	229 111
Ecarts de conversion passif V		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	709 136	714 900
ENGAGEMENTS DONNES		
(1) Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an		
(2) Dont cbc et soldes créditeurs de banques	101 167	121 001
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) Montant entre parenthèses ou précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit de déficits reportés.		
(b) Montant entre parenthèses ou précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit d'un déficit.		
© dettes sur achats ou prestations de services.		
(d) A l'exception, pour l'application du (I), des avances reçues sur commandes en cours.		

Mission Locale Technowest			
Compte de résultat 2007			
		2 007	2 006
74	SUBVENTIONS		
741	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION EN ACTIVITE PRINCIPALE		
7411	SUBVENTIONS DE L'ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	907 671	1 148 297
74111	Fonds de la formation professionnelle	331 270	300 033
74112	Droit des femmes		
74113	Autres ministères (à préciser) Etat DDTEFP/DRTEFP CIVIS/FIPJ	299 940	568 205
74114	Autres organismes publics CAF CNASEA	100 896	104 495
74115	FSE (objectif 3)	175 565	175 565
74116	Postes gratuits mis à disposition par l'ANPE (valorisation)		
7412	SUBVENTIONS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	658 570	631 940
74121	Conseil régional (contrat d'objectifs, IFRIA)	14 080	
74122	Conseil général TRACE		
741220	Subvention du conseil général	79 790	73 880
741221	Apports en nature du conseil général (locaux, personnel)		
74123	Communes sub FAJ	25 972	25 995
741230	Subventions des communes	333 489	319 346
741231	Apports en nature des communes (locaux, personnel)		
741238	Subventions diverses PLIE-PAP-SPIP	205 239	212 719
742	SUBVENTIONS LIEES AUX ACTIVITES SPECIFIQUES	262 253	259 887
74211	Conseil régional DEF1	197 679	174 782
74213	Actions santé. Drass-CPAM et Parrainage	6 625	13 157
74214	Autres (à détailler) diverses dont ASI 26678,75 euros /Politique de la Ville	57 949	71 949
74215	FSE (objectif 2, 5b à préciser)		
743	SUBVENTIONS POUR FRAIS DE GESTION DES FONDS GERES POUR LE COMPTE DES PARTENAIRES LOCAUX (Fonds local d'aide aux jeunes, etc...)		2 704
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (Rbts FAJ, FIPJ, ALT, ANPE, formation, divers...)	119 884	66 600
76	PRODUITS FINANCIERS	976	1 106
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 546	0
771	Produits exceptionnels sur opération de gestion		
772	Produits exceptionnels sur ex. antérieurs	1 901	
775	Produits des cessions d'élément d'actif	3 645	
777	Produits exceptionnels sur opération de capital		
778	Autres produits exceptionnels		
78	REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	67 750	31 270
789	Reprise de provisions report projets	67 750	31 270
7891	Reprise de provisions dép.		
7894	Reprises sur amortissements et provisions		
78941	Reprises sur amortissements et provisions		
	TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS	2 022 651	2 141 804
	DEFICIT DE L'EXERCICE	6 483	
	TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS	2 029 134	2 141 804
	EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	191 570	178 559
	Mise à disposition gratuite de personnel	162 527	156 107
	Etablissements publics nationaux (ANPE...)	71 003	59 822
	Communes	91 524	96 284
	Mise à disposition gratuite de biens et services	29 043	22 452
	Communes	29 043	22 452
	Total des comptes de produits et contributions volontaires en nature	2 220 704	2 320 363

Mission Locale Technowest			
Compte de résultat 2007			
		2007	2006
60	ACHATS	118 422	265 753
604	Achats d'études et de prestations de service liées à l'objet social (FIPJ)	97 854	242 396
6061	Energie (gaz, électricité, carburant, comestible)	5 092	5 646
6063	Matières, fournitures, petit équipement	9 436	12 797
60640	Fournitures administratives	6 039	4 914
60641	Frais de duplication		
61	SERVICÉS EXTERIEURS	112 350	110 878
613	Locations	4 380	4 217
664	Charges locatives	79 035	71 751
656	Entretien et maintenance	16 480	20 027
616	Primes d'assurances	7 558	7 328
617	Etudes et recherches relatives à la gestion		
618	Divers : documentation, frais de colloques, séminaires	4 896	7 557
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	285 534	236 906
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	71 530	53 701
623	Information, publications	10 162	21 718
624	Transport de biens, transport collectif du personnel		
625	Déplacements, missions, réceptions	41 938	42 326
626	Frais postaux et de télécommunication	53 435	54 171
628	Divers (FAJ, ALT, etc...)	108 468	64 992
63	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	94 026	91 502
631	Taxe sur les salaires	65 720	65 632
633	Participation à la formation professionnelle continue	24 610	22 676
635800	autres impôts et taxes (1% logement...)	3 695	3 194
64	CHARGES DE PERSONNEL	1 281 040	1 256 784
6411	Rémunération du personnel salarié	816 645	813 966
6412	Variation de la provision pour congés à payer	1987	1 826
64142	Prime précarité provisions	2463	-543
6413	Personnel Prévoyance		
64144	Indemnités et avantages divers		
64181	Personnel mis à disposition par les communes		
64182	Personnel mis à disposition par le Conseil Général		
64 191	Postes gratuits mis à disposition par l'ANPE (valorisation)		
64192	Postes gagés Education Nationale		
64193	Postes gratuits mis à disposition par d'autres ministères (valorisation)		
6451	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	349 521	348 269
6452	Charges sociales sur congés à payer		
647	Autres charges sociales (AHI, SODEXHO)	12 480	10 187
648	Autres charges de personnel (CQ, CEC,CES, Objecteurs, etc,,)	97 943	83 079
65	SUBVENTIONS VERSEES AUX ASSO CONVENTIONNEES CFI...	63 691	74 977
66	CHARGES FINANCIERES	4 386	2 083
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	53 662	1 011
671	Charges exceptionnelles sur opération de gestion		
672	Charges exceptionnelles	53 662	
675	Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés		1 011
678	Autres charges exceptionnelles		
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	16 025	95 202
681	Dotations aux amortissements	6 713	13 887
689	Dotations aux projets en cours	1 702	69 076
6891	Dotations provisions risques et charges	7 610	12 239
	TOTAL DES COMPTES DE CHARGES	2 029 134	2 135 096
	EXCEDENT DE L'EXERCICE		6 708
	TOTAL DES COMPTES DE CHARGES	2 029 134	2 141 804
	EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	191 570	178 559
	Mise à disposition gratuite de personnel	162 527	156 107
	Etablissements publics nationaux (ANPE...)	71 003	59 822
	Communes	91 524	96 284
	Mise à disposition gratuite de biens et services	29 043	22 452
	Communes	29 043	22 452
	TOTAL des compte de charges et contributions volontaires en nature	2 220 704	2 320 363

ANNEXES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/07, dont le total est de 709 136 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant une perte de 6 483 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/07 au 31/12/07.

Ces comptes annuels ont été établis par le dirigeant de l'association.

1. Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait significatif n'est à signaler.

2. Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changements de méthode

Aucun changement de méthode.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaires en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|--|-----------|
| • Logiciels | 1 an |
| • Installation téléphone et centre serveur | 3 ans |
| • Aménagement bureau | 10 ans |
| • Matériel de transport | 3 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 2 à 5 ans |
| • Installation réseau informatique | 2 ans |
| • Mobilier de bureau | 2 à 5 ans |

Stocks

Pas de stock.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de retraite

Les Indemnités de Fin de Carrière ont été évaluées de la manière suivante :

Les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite sont conformes aux obligations légales et réglementaires en la matière en France et découlent de l'application du code du travail et de la convention collective des Missions locales et PAIO applicable dans chaque établissement de l'association.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	Hypothèses 12/2007	Hypothèses 12/2006
Taux		
• Taux d'actualisation	3 %	3 %
• Taux de croissance des salaires	2 %	2 %
Age de Départ en retraite	65 ans	65 ans
Tables		
• Taux de mortalité	Table INSEE TD 1998-2000 Tableau B02-16	Table INSEE TD 1998-2000 Tableau B02-16

La Loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites prévoit, d'une part, l'allongement de la durée de cotisation des salariés pour obtenir une retraite à taux plein, et d'autre part, elle modifie les modalités de départ à la retraite.

- En cas de départ volontaire, la loi ne permet plus au salarié de partir avant l'âge de 60 ans sauf pour les salariés ayant commencé à travailler très jeunes et ayant une longue carrière et certaines personnes handicapées.

- En cas de mise à la retraite par l'employeur la nouvelle loi prévoit que l'employeur ne pourra plus mettre à la retraite un salarié avant l'âge de 65 ans, sauf dans le cadre d'un accord collectif et en contrepartie d'embauche ou de formation professionnelle, négociées avant le 1^{er} janvier 2008 ou si le salarié bénéficie d'une convention de préretraite.

Pour évaluer le montant de l'engagement, l'association MISSION LOCALE TECHNOWEST a considéré l'hypothèse que les salariés seraient mis à la retraite à l'initiative de l'employeur, c'est-à-dire à l'âge de 65 ans.

ACTIF IMMOBILISÉ

CADRE A : IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D TOTAL 1			
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2	3 213		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales, agencement.			
Installations techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agencts., aménags. dives	14 004		2 583
Autres matériels de transport	18 212		13 784
Matériel de bureau et informatique, mobilier	96 775		13 104
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL 3	128 992		29 472
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	22		
Autres titres immobilisés			
Prêts & autres immobilisations financières	16 811		254
TOTAL 4	16 833		254
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	149 039		29 727

CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
		Par virement	Par cession		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement R&D TOTAL 1					
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2				3 213	
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	Inst. gales., agencts. et am. const.				
Installations techniques matériel et outillage					
Autres immo. corporelles	Inst. gales., agencts., aménagement divers		4 437	12 150	
	Matériel de transport		12 336	19 659	
	Matériel de bureau & informatique		31 206	78 674	
	Emballages récupérables & divers				
Immobilisations corporelles en cours					
Avances & acomptes					
TOTAL 3			47 980	110 484	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations				22	
Autres titres immobilisés					
Prêts & autres immobilisations financières				15 341	
TOTAL 4				15 363	
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)			47 980	129 060	

AMORTISSEMENTS

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement TOTAL 1					
Autres immobilisations incorporelles TOTAL 2		3 206	6		3 212
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	installations générales				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	installations générales	14 004	106	4 437	9 673
	matériel de transport	18 212	291	12 337	6 166
	matériel de bureau	89 965	6 308	31 205	65 068
	emballages récupérables				
TOTAL 3		122 181	6 706	47 979	80 907
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)		125 387	6 712	47 979	84 119

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

<i>Rubriques</i>	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges				
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	67 904	7610		75 514
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	69 076	1702	67750	3 028
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	136 980			78 542
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participations				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	136 980	9 312	67 750	78 542
Dotations et reprises d'exploitation		9 312	67 750	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciations des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

CADRE A	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières		15 341		15 341
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients				
Créances r. de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		221	221	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		3 453	3 453	
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers	522 585	522 585	
Groupe et associés				
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		22 788	22 788	
Charges constatées d'avance		3 801	3 801	
TOTAUX		568 189	552 848	15 341
Montant des	prêts accordés en cours d'exercice			
	remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés				

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine	101 167	101 167		
	à plus de 2 ans à l'origine	23 433	4 329	19 104	
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		80 813	80 813		
Personnel et comptes rattachés		21 612	21 612		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		41 024	41 024		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéficiaires				
	Taxe sur valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	19 322	19 322		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés					
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)					
Dette représentative de titres emp.					
Produits constatés d'avance		895	895		
TOTAUX		288 269	264 835		23 433
Emprunts souscrits en cours d'exercice		23 785			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		352			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques					

PRODUITS A RECEVOIR

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	26 024
Disponibilités	
TOTAL	26 024

CHARGES A PAYER

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 167
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 296
Dettes fiscales et sociales	40 781
Autres dettes	
TOTAL	56 245

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	3 801	895
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	3 801	895

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à utiliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
FAJ 2006	30 450	30 450		0
FIPJ 2006	38 626	37 300		1 326
FAJ 2007	0		1 702	1 702
TOTAL	69 076	67 750	1 702	3 028

DETAIL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Répartition par nature de charges	31/12/2007 Débit	31/12/2006 Débit
861 - Mise à disp. Des locaux		
Blanquefort	6 730	6 730
Eysines	13 011	6 420
Saint Médard en Jalles	4 802	4 802
Le Bouscat	4 500	4 500
TOTAL	29 043	22 452
864 - Mise à disp. Personnel		
Le Bouscat	68 248	63 853
Bruges	23 275	32 431
ANPE	71 003	59 822
TOTAL	162 526	156 106

Répartition par nature de ressources	31/12/2007 Crédit	31/12/2006 Crédit
870 - Mise à disp. Personnel		
Le Bouscat	68 248	63 853
Bruges	23 275	32 431
ANPE	71 003	59 822
TOTAL	162 526	156 106
871 – Prestations en nature		
Blanquefort	6 730	6 730
Eysines	13 011	6 420
Saint Médard en Jalles	4 802	4 802
Le Bouscat	4 500	4 500
TOTAL	29 043	22 452

4. Informations significatives

Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés doivent être communiqués. Par souci de confidentialité, nous ne pouvons divulguer la rémunération du salarié dirigeant de l'association.

Droit Individuel à la formation

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF est de 2 831 heures, dont aucune n'a donné lieu à demande.

Ce droit n'est pas comptabilisé.

Tableau du personnel

CATEGORIES	EFFECTIF EQUIVALENT Temps Plein
Cadres	2
Employés	32
Contrats aidés	5
TOTAL	39

II - RAPPORT SPECIAL

MISSION LOCALE TECHNOWEST
Association régie par loi 1901

9, Rue Montgolfier
Immeuble Le France – Entrée A
33700 - MERIGNAC

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2007

Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, votre Président ne nous a donné avis d'aucune convention visée à l'article L.612-5 du Code de commerce.

Fait à Mérignac,
Le 30 mai 2008

Le Commissaire aux Comptes
AUDIAL



Représenté par Eric DUCASSE